

## Questionnaire de SOS Homophobie

1/ ÊTES-VOUS FAVORABLE À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE POLITIQUE EUROPÉENNE POUR METTRE FIN AUX DISCRIMINATIONS EN RAISON DE L'ORIENTATION SEXUELLE ET DE L'IDENTITÉ DE GENRE ?

Nous sommes bien sûr favorable à toute avancée dans la protection des personnes LGBTI+ contre les discriminations quel qu'en soit le domaine. Une directive est prête depuis bientôt 15 ans, elle a été votée par le Parlement européen mais reste bloquée par le Conseil. Le vote, enfin, de cette directive, assez complète et d'ailleurs travaillée à l'époque en lien avec les associations LGBT et notamment l'ILGA-Europe, permettrait de couvrir l'ensemble des discriminations dans l'ensemble des domaines de compétence communautaire. Cela représenterait un vrai progrès en obligeant l'ensemble des 28 (ou 27) États membres à prévoir des mécanismes effectifs en la matière.

Ce sera pour nous un sujet à porter très fort et très vite, y compris dans les discussions qui entourent l'acceptation par le Parlement européen de la nouvelle Commission. Ce serait une fenêtre possible dès 2019 pour remettre le sujet à l'agenda prioritaire de l'Europe.

2/ QUE FEREZ-VOUS POUR ASSURER QUE LA RÉOLUTION DU 14 FÉVRIER 2019 SUR LES DROITS DES PERSONNES INTERSEXES PORTANT NOTAMMENT SUR LA FIN DES MUTILATIONS GÉNITALES DES NOUVEAUX-NÉS INTERSEXES SOIT RESPECTÉE ?

Tout ce qui ira dans le sens d'une prise en compte des droits des personnes intersexes et de la fin des violences qu'elles subissent doit être soutenu et accéléré. Nous sommes pour que l'ensemble des États européens s'alignent sur la législation qui existe en la matière à Malte depuis 2015. Le vote récent d'une résolution est un pas important mais il faut peser par tous les moyens pour rendre cela effectif concrètement dans toute l'Europe. Nous nous y emploierons en allant chercher tous les alliés possibles.

3/ SOUHAITEZ-VOUS QUE LA FRANCE FASSE ENCORE PARTIE DES 8 DERNIERS PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE À RÉSERVER LA PMA AUX COUPLES HÉTÉROSEXUELS ?

Bien sûr que non. L'attente de cette avancée dans l'égalité des droits, promise depuis bien longtemps pourtant, n'a que trop duré. La France régresse assez nettement dans le « palmarès » annuel 2019 de l'ILGA-Europe. C'est un signe qui devrait alerter les dirigeants français. Nous sommes résolument pour cet élargissement de la PMA à toutes les femmes et sommes mobilisés en ce sens.

4/ AGIREZ-VOUS POUR QUE TOUS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE FACILITENT LE CHANGEMENT D'ÉTAT CIVIL DES PERSONNES TRANS ET METTENT FIN À LEUR STÉRILISATION FORCÉE ?

Oui cela fait partie de nos engagements. Là encore, certaines législations nationales ont permis de vraies avancées que nous souhaitons voir appliquées dans toute l'Union européenne, en harmonisant par le haut le droit des personnes trans notamment en matière d'état civil et de droits reproductifs. De plus il faut absolument que l'UE se saisisse de la question des discriminations subies par les personnes trans comme elle le fait pour d'autres populations et en tout cas pour les personnes LGB même de manière incomplète. L'Agence des droits fondamentaux (FRA) a rendu un rapport important et détaillé sur la situation des personnes trans en Europe. Il faut maintenant en s'appuyant sur ces données, qui décrivent une situation préoccupante, que l'UE entre dans une phase de protection et de renforcement de l'égalité des droits en faveur des personnes trans, sans doutes parmi les plus fragilisées et ciblées au sein des populations européennes.

## 5/ VOUS OPPOSEREZ-VOUS AUX EXPULSIONS DE PERSONNES LGBT+ MIGRANTES EN DANGER DANS LEUR PAYS D'ORIGINE ET/OU SANS ACCÈS AUX SOINS ADÉQUATS ?

Notre programme pour l'Europe prône un accueil beaucoup plus humain et ouvert que ce à quoi nous assistons aujourd'hui au prix de milliers de morts et de drames quotidiens.

Cela concerne bien sûr le cas des migrants LGBT+ qui fuient ou ont fui persécutions et dangers ou encore qui ne peuvent être traités correctement dans le contexte médical de leur pays d'origine (par exemple pour le VIH mais cela concerne d'autres catégories de migrants aussi ou d'autres types de pathologies).

Cela passe par une révision importante des législations et pratiques européennes. Et par exemple d'en finir avec les listes de pays « sûrs » (la France notamment en use et abuse) qui n'ont souvent aucun sens en matière de protection des droits des personnes LGBT+ (le Sénégal ou la Géorgie par exemple sont aujourd'hui des pays « sûrs » aux yeux des autorités françaises...!).

Bien entendu, une fois présent-e-s dans un Etat européen, il est hors de question que puissent être renvoyé-e-s vers le pays d'origine qu'ils ou elles ont fui et où ils/elles risquent parfois la mort, des migrant-e-s venu-e-s chercher refuge (ou des soins) en Europe.

C'est un engagement très fort que nous portons pour l'Europe comme nous le faisons déjà en France, face au durcissement des règles et de l'attitude des autorités.

6/

## QUELLES SONT VOS PROPOSITIONS POUR FAIRE RECULER LES LGBTPHOBIES À L'ÉCHELLE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Nous faisons nôtres l'ensemble des propositions contenues dans la charte (pledge) de l'ILGA-Europe et que nous avons signée en tant que candidat-e-s. C'est un ensemble cohérent et ambitieux de politiques et de combats qui peuvent être menés de façon concrète et réaliste dans les 5 ans qui viennent. Nous nous y engageons et en faisons un axe fort de notre action au sein du Parlement européen. Nous veillerons d'ailleurs à ce que l'intergroupe LGBT+ y soit bien recréé et y siègerons.

7/

## QUELLES SONT VOS PROPOSITIONS POUR VALORISER LA DIVERSITÉ DES MODÈLES FAMILIAUX DANS L'UNION EUROPÉENNE ?

Nous portons comme l'un des 21 engagements principaux de notre programme la reconnaissance des unions de même sexe dans l'ensemble des Etats membres (qu'ils aient ou non ce type d'unions dans leur propre législation). Ce devrait être considéré comme allant de soi dans le cadre du principe de libre circulation et installation des personnes au sein de l'UE. Par ailleurs nous souhaitons que l'Europe promeuve davantage une vision ouverte et inclusive de la société ce qui passe, notamment, par la mise en avant de la diversité dans l'orientation sexuelle et l'identité de genre ainsi que dans les types de familles qui doivent pouvoir s'épanouir pareillement dans toute l'UE (et bien au-delà mais là n'est pas le sujet, même si l'UE peut aider les organisations qui luttent en ce sens dans le monde entier...). A une époque la Commission européenne acceptaient de financer la diffusion au sein de l'UE de visuels et de supports de communications montrant différents types de couples et de familles. Cette campagne, forte et qui avait produit des effets, portée par l'ILGA-Europe notamment, n'a plus été soutenue ces dernières années sous la pression des parlementaires européens les plus conservateurs et réactionnaires. Nous combattons résolument ce type de régression et pousserons au retour de ce type de campagnes par exemple.